

LE PRIX NOBEL, ET APRÈS ?

Yves Bertoncini | *directeur de Notre Europe - Institut Jacques Delors*

António Vitorino | *président de Notre Europe - Institut Jacques Delors*

La remise du prix Nobel de la paix à l'UE a suscité un mélange d'enthousiasme et de critiques qu'il est nécessaire de mettre en perspective : tel est l'objet de ce Mot de *Notre Europe - Institut Jacques Delors* co-signé par Yves Bertoncini et António Vitorino.

La remise du prix Nobel de la paix de l'UE a suscité un mélange d'enthousiasme et de critiques qu'il est nécessaire de mettre en perspective, à partir de trois constats complémentaires : il est juste de saluer l'œuvre historique de réconciliation engagée par la construction européenne ; établie pour consolider la paix, la zone euro demeure plus que jamais un élément stabilisateur ; il faut désormais passer de « l'union pour la paix » à « l'union fait la force ».

1. Il est juste de saluer l'œuvre historique de réconciliation engagée par la construction européenne

Le message des jurés norvégiens du prix Nobel de la paix est on ne peut plus clair : il ne s'agit pas de dire que la construction européenne est parfaite, mais de rappeler qu'on lui doit le processus de réconciliation qui a permis à ses États membres de connaître une période inédite de paix et de stabilité ; la construction européenne n'a pas gommé les différends entre ces États, mais elle a imposé leur règlement pacifique, via la négociation et le compromis. Les Européens ont appris à « se disputer autour d'une table, plutôt que sur un champ de bataille », selon la formule de Jean Monnet. Grâce à la construction européenne, ils ont pris l'habitude de « vivre ensemble », plutôt que de mourir les uns contre les autres, et c'est une authentique et historique révolution.

Comme l'a souligné Jacques Delors, il s'agit là d'un message moral, qui salue les valeurs de solidarité et de compréhension mutuelle promues par la déclaration Schuman, cinq ans à peine après la fin d'un atroce conflit. Et il s'agit aussi d'un message politique, qui encourage l'UE à persévérer dans son être, alors que de vifs débats opposent ses États membres et ses citoyens.

De tels débats expliquent pourquoi des critiques ont parfois atténué et même nié les vertus pacifiques de la construction européenne, en invoquant par exemple le rôle majeur joué par l'OTAN. Pareilles critiques confondent l'état de guerre froide, basé sur l'équilibre de la terreur, et l'établissement d'une paix durable, car

fondée sur un profond travail de réconciliation entre les États et les peuples européens.

Le jury du prix Nobel a tenu à reconnaître la contribution inestimable de ce travail de réconciliation, en notant qu'il pourrait encore produire d'autres effets positifs dans les Balkans ou en Europe centrale, y compris s'agissant de la protection des minorités. La crise en cours confirme aussi que les efforts de compréhension mutuelle sont encore à approfondir, notamment dans une perspective Nord-Sud.

2. Établie pour consolider la paix, la zone euro demeure plus que jamais un élément stabilisateur

C'est pour consolider la paix établie en Europe occidentale que les membres de la CEE ont décidé d'instituer une union économique et monétaire au tournant des années 90, et non pas seulement pour accompagner la relance du marché unique. La chute du mur de Berlin a de fait constitué un 2^{ème} « choc intégrateur », suite auquel l'Allemagne a réaffirmé sa volonté d'ancrer son destin en Europe, désarmant ainsi les doutes et les craintes suscités par sa réunification. Cette genèse géopolitique explique à la fois pourquoi l'UEM, projetée dès les années 70, a été initiée à ce moment-là, et pourquoi elle a pu être lancée sur des bases déséquilibrées, qui correspondaient aux compromis politiques de l'époque.

La crise en cours a conduit à réviser de tels compromis, via la mise en place d'actions de solidarité inédites au bénéfice des États en difficulté (avec notamment le Mécanisme européen de stabilité) et au bénéfice des banques. C'est en contrepartie de cette solidarité qu'ont été renforcés les outils européens de contrôle des politiques budgétaires et économiques nationales et que va être établie une supervision européenne des banques. Sans doute un tel processus est-il appelé à connaître de nouveaux développements, avec la mise en place combinée d'une forme de mutualisation des dettes nationales et d'un suivi et d'une coordination plus nets des politiques économiques des États membres.

Ironie de l'Histoire, la crise de la zone euro a cependant suscité de telles tensions sociales et politiques que beaucoup d'observateurs ont jugé justifié de condamner l'octroi du prix Nobel de la paix à l'UE. Bien que compréhensibles, de telles critiques se trompent d'époque : le jury norvégien n'a en effet pas récompensé l'action de la Troïka en Grèce au cours des trois dernières années, mais la contribution européenne à la paix depuis plus de soixante ans. Sauf à risquer d'être hors sujet, on ne critique pas un acteur de cinéma qui reçoit un Oscar pour l'ensemble de son œuvre au prétexte qu'il serait un mauvais musicien...

Il serait plus avisé de relever un autre fait politique marquant de l'histoire européenne récente : la crise de la zone euro a placé l'Europe au centre des débats nationaux et a contribué au renforcement de l'espace public européen. Elle a surtout conduit les États et les citoyens concernés à mieux prendre conscience des droits et devoirs liés à l'appartenance à leur union monétaire. Une telle prise de conscience a été douloureuse, mais elle n'a à ce stade conduit aucun pays, aucune majorité parlementaire, aucune élection et même aucun sondage à conclure qu'il serait préférable d'en revenir aux monnaies nationales. Il s'agit donc aussi d'une « crise de validation » de l'union monétaire, qui aura vu les Européens accepter de payer le prix de cette union en termes de solidarité et de discipline, et donc à conforter le **rôle politique**² stabilisateur de la zone euro.

3. Il faut désormais passer de « l'union pour la paix » à « l'union fait la force »

L'octroi du prix Nobel de la paix à l'UE a enfin suscité une forme de scepticisme, voire d'indifférence, notamment dans les pays auxquels la construction européenne n'a pas apporté la paix, la démocratie et les droits de l'homme, puisqu'ils en bénéficiaient avant leur adhésion (pays nordiques, Royaume-Uni, etc.). Cette indifférence est également perceptible chez les jeunes générations, pour qui la paix est un état naturel, voire

un acquis irréversible, au même titre que le droit à la libre circulation.

Ces réactions-là font apparaître que, même si elle est un bien précieux à préserver, la logique de réconciliation ne suffit plus à donner un sens à la construction européenne, ou du moins à lui donner l'élan nécessaire à de nouvelles actions et coopérations d'envergure. Il est dès lors d'autant plus nécessaire de ne pas faire de la paix l'Alpha et l'Omega du discours européen que cela entretient l'idée d'une UE nécessairement bénéfique pour tous, alors que ses décisions et politiques font en réalité des gagnants et des perdants, et qu'elles doivent à ce titre être soumises au droit commun du débat démocratique.

Les Européens ont entrepris de mettre fin à leurs affrontements fratricides afin de retrouver la stabilité qui leur permettrait de retrouver la maîtrise de leur destin. Il leur faut renforcer le rôle stabilisateur de l'UE bien au-delà de ses frontières, notamment via ses aides extérieures, sa diplomatie et ses missions de maintien de la paix. Il leur appartient surtout de poursuivre dans la voie de l'union afin de **mieux peser dans la mondialisation** et pour mieux défendre leurs valeurs et leurs intérêts vis-à-vis des autres pays-continentaux ou ensembles régionaux.

Comme l'a rappelé le président du jury du prix Nobel, l'UE est le niveau pertinent pour régler nombre des problèmes auxquels ses pays sont aujourd'hui confrontés. L'union fait la force, mais il reste à en convaincre les États membres et les citoyens européens, en leur proposant de nouvelles « **réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait** », qui puissent rallier une forte majorité d'entre eux.

Les élections européennes de juin 2014 constitueront un rendez-vous majeur dans cette perspective, 100 ans après le début de la « 1^{ère} guerre mondiale » - qui fut aussi l'une des ultimes grandes boucheries européennes, grâce au génie politique des Pères fondateurs.

1. Revue de presse des commentaires de Jacques Delors après l'attribution du prix Nobel de la paix à l'Union européenne.

2. « La zone euro, creuset de l'union politique », Jacques Delors, António Vitorino et les participants du Comité européen européen d'orientation de Notre Europe - Institut Jacques Delors, Tribune, novembre 2012.

Directeur de la publication : Yves Bertoncini • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • Notre Europe - Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Version originale • © Notre Europe - Institut Jacques Delors



Programme
L'Europe pour les citoyens



info@notre-europe.eu
19 rue de Milan
75009 Paris - France
www.notre-europe.eu

